



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# ENSEMBLE !

Bruxelles, le 9 octobre 2026

**Depuis des mois nous alertons sur les conséquences néfastes de mesures d'économies qui affectent gravement les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissages des élèves et des étudiants. Face aux crises profondes qui traversent l'École aujourd'hui, le Gouvernement MR-Les Engagés oppose au mieux le silence, mais surtout du mépris. Notre exigence reste une véritable concertation sociale pour sortir de l'impasse.**

La mise en place d'un Comité d'Avis par la ministre Glatigny ne constitue en rien une réponse à l'exigence de renouer le dialogue social. La ministre Glatigny tente de diluer la concertation sociale par la multiplications des intervenants dans un cadre de discussions qui reste très flou.

Notre demande, maintes fois répétée, d'une rencontre avec le Gouvernement Degryse-Glatigny n'a toujours pas été honorée. Dans ce contexte, il nous paraît extrêmement difficile de discuter de nouvelles réformes, dès lors que la contestation sociale n'est pas éteinte, que les préoccupations du terrain sont ignorées et que les jeunes manifestent à juste titre leur colère et leurs inquiétudes légitimes quant à l'avenir sombre qu'on leur prépare.

Si nos organisations respectives optent pour des stratégies différentes vis-à-vis de ce Comité d'Avis elles se retrouvent sur l'essentiel : la défense d'une école juste, égalitaire et épanouissante pour tous. Nous restons déterminés à faire entendre les revendications du terrain en matière de charge de travail, d'amélioration des conditions de carrière, de moyens alloués au bon fonctionnement des établissements d'enseignement, aux apprentissages et à la réduction de l'échec scolaire.

Puisque ce Gouvernement semble incapable de trouver par lui-même les voies du dialogue, nous appelons à la mise en œuvre d'une médiation sociale externe en vue de renouer le dialogue et de trouver une issue au conflit.

Afin de maintenir la pression, nous poursuivons notre plan d'actions. La lutte continuera aussi longtemps que nécessaire.

**Nous annonçons déjà la tenue d'une journée d'action syndicale le 24 novembre 2026.**

Ce plan d'action est susceptible d'évoluer en fonction de la réponse du Gouvernement à la présente déclaration.

**Luc TOUSSAINT**  
CGSP-Enseignement

**Adrien ROSMAN**  
SETCa-SEL

**Roland LAHAYE**  
CSC-Enseignement

